

Les jeunes prennent l'avenir du Tavignanu en main

Des élèves de BTS au lycée de Montesoru, à Bastia, organisaient une marche blanche pour dénoncer le projet de centre d'enfouissement de déchets de Ghjuncaghju. Peu de monde mais une sensibilisation réussie auprès des passants

Tavignanu Vivu* : derrière la bandelette, une cinquantaine de personnes ont débilé hier matin dans les rues de Bastia pour dire non au projet de centre d'enfouissement de déchets à Ghjuncaghju, au cœur d'un méandre du fleuve Tavignanu. En tête du cortège, Pascale et Catherine Bana, membres actifs du collectif formé dès 2016 pour s'opposer au projet, étaient entourées par les étudiants en BTS Support à l'action managériale (SAM) qui ont organisé la manifestation et par des membres de l'association Umami, dont son président, Jean-François Bernardini. « Les fleuves ne peuvent se défendre par eux-mêmes, alors simu qui. »



Jean-François Bernardini : « Les fleuves ne peuvent se défendre par eux-mêmes, alors simu qui. »



Les étudiants du BTS SAM du lycée Montesoru : « Ce sujet nous touche parce que nous sommes jeunes et que l'avenir, c'est nous qui le vivrons. »

PHOTOS JONATHAN MARI



La marche dans les rues de Bastia, fruit d'un partenariat entre des étudiants en BTS de Montesoru et l'association Umami

la presse que la planète, un jour ou l'autre, nous répond », réagit-il.

Jean-François Bernardini, présent à la demande des étudiants,

cinquans.

Des SMS inscrits sur les galets

« Je reviens d'une manifestation sur le Tavignanu et je leur en ai parlé, explique le leader du groupe I Muvini et président

de l'association Umami. « Ils ne savent pas ce que c'est, alors je leur ai expliqué le pour et le contre : ce projet de centre d'enfouissement est en fait certain comme le projet et la réponse à une urgence, par d'autres comme un écolo. Les jeunes ont ensuite

fait des recherches par eux-mêmes et ils ont aussi agit. » Fruit d'un partenariat qui a duré toute l'année scolaire entre le BTS SAM du lycée de Montesoru et l'association Umami, la marche de dimanche a permis aux jeunes de s'atteler à l'organisation d'une action non-violente et à la réalisation de supports de communication : vidéos, tracts, diaporamas, et objets plus insolites comme les autocollants destinés à être apposés sur des gourdes afin de rappeler la valeur inestimable de l'eau potable ou les galets, ramassés près du Tavignanu, sur lesquels ils ont écrit les « SMS envoyés par le fleuve » : « Substansi », « Sarez-voit », « Ce sujet nous touche plus particulièrement parce que nous sommes jeunes et que l'avenir, c'est nous qui le vivrons, alors simu qui ». Mais c'est un sujet qui doit aussi toucher tout le monde et donc on n'attendait malheureusement pas avec parler. »

Le but de la marche était ainsi de faire connaître le projet de

centre d'enfouissement aux passants, bastiais ou visiteurs. Sur la place Saint-Nicolas, entre les stands du vide-greniers, les tracts ont circulé et semblent avoir atteint leur objectif : « Je n'étais pas au courant, avoue Claudine, habitante de Viesecatu. C'est bien que des jeunes se mobilisent. Moi je suis écolo, je fais tout ce que je peux, mais c'est dur en Corse... »

« Je n'étais pas au courant »

Un peu plus loin, Katal, vacancier originaire de la région lyonnaise, s'est approché du collège pendant qu'il s'agissait d'une manifestation contre le plan sanitaire.

« Quand une jeune fille lui explique qu'il s'agit d'un projet d'enfouissement de déchets en bordure d'un fleuve, sa réaction est immédiate : « Ah non, aurais-je pu ! » « Il ne faut pas toucher à la nature, c'est la vie, c'est l'avenir, on n'a pas le droit de la détruire. Les Américains sur le Continent sont

« Je reviens d'Allemagne et là-bas, en 24 heures, tout le monde a pris conscience de ce qu'était le changement climatique, note également Jean-François Bernardini. Qu'est-ce qui peut nous garantir que dans les prochaines années on discutera une crise du Tavignanu ne serait pas une catastrophe si un centre d'enfouissement de déchets se trouvait sur un ruisseau ? »

Réduire et trier ses déchets pour sauver le fleuve

Rassemblés devant l'église Saint-Basile, les manifestants ont écouté avec attention les interventions des élèves de BTS, qui ont fait mouche malgré un léger vent : « Le Tavignanu advenira plusieurs milliers de personnes en eau possible, a rappelé Mohamed, étudiant. Aujourd'hui, nous voulons faire du bruit et informer toute la population sur ce projet de centre d'enfouissement de déchets. Nous avons besoin de vous, le Tavignanu a besoin de vous. »

à demandé trente secondes de silence à l'assistance. « Pour honorer un fleuve-mémorial. »

« Les fleuves ne peuvent se défendre par eux-mêmes, alors simu qui », a-t-il ajouté avant de lancer la distribution des petits galets porteurs de messages et d'entourer un chant avec les autres membres du groupe I Muvini. « Il ne faut pas que la mort mette les pieds dans le fleuve » : le message emprunte notamment les chemins des réseaux sociaux des étudiants, espère Catherine Bana. « Les porteurs de projet doivent se sentir concernés par tout ce qui est exprimé dans la population », estime-t-elle. Reste à proposer des solutions alternatives pour répondre à la crise des déchets climatiques en Corse : « Réduisons nos déchets, trions, compostons ensemble », a rappelé le juriste Mohamed.

Pour sauver le Tavignanu, la meilleure action est sans doute de mieux trier nos déchets, partout en Corse.

AUDREY CHAUVET

Vers une charte des droits de la nature

Après une rencontre avec Valérie Cahanes, juriste internationale impliquée dans la défense de l'environnement, les membres du collectif Tavignanu Vivu ont souhaité participer à la rédaction d'une charte qui pourrait être la première charte des droits de la nature en France. Inspirée par « L'affaire du siècle », qui a porté l'État français devant son tribunal climatique, cette charte devrait être présentée en septembre prochain à Marseille au congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et pourrait donner naissance, comme pour « L'affaire du siècle », à des actions en justice au nom du respect des droits du fleuve Tavignanu.

A. C.